

F. 93 — 2633

**27 SEPTEMBRE 1993.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 20 novembre 1992 portant des mesures pour l'établissement d'un plan d'urgence de lutte contre la fièvre aphteuse

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991 et 6 août 1993;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1965 relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse, modifié par les arrêtés royaux des 21 février 1979, 3 avril 1989 et 18 mars 1991;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 1992 portant des mesures pour l'établissement d'un plan d'urgence de lutte contre la fièvre aphteuse;

Vu la Directive 90/423/CEE du Conseil du 26 juin 1990, modifiant la Directive 85/511/CEE établissant des mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse;

Vu la Décision de la Commission du 8 janvier 1991 fixant les critères applicables à l'élaboration de plans d'urgence destinés à la lutte contre la fièvre aphteuse, en application de l'article 5 de la Directive 90/423/CEE du Conseil;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 septembre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre incessamment les mesures nécessaires pour continuer la mise en place d'un plan d'urgence pour la lutte contre la fièvre aphteuse,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 du l'arrêté ministériel du 20 novembre 1992 portant des mesures pour l'établissement d'un plan d'urgence de lutte contre la fièvre aphteuse est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'exercice 1993 une indemnité forfaitaire de 2 millions francs par centre de lutte est allouée ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1993.

Bruxelles, le 27 septembre 1993.

A. BOURGEOIS

N. 93 — 2633

**27 SEPTEMBER 1993.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 november 1992 houdende maatregelen voor het instellen van een rampenplan ter bestrijding van uitbraken van mond- en klauwzeer

De Minister van Landbouw,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1967, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1990, 20 juli 1991 en 6 augustus 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1965 betreffende de bestrijding van mond- en klauwzeer, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 1979, 3 april 1989 en 18 maart 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 november 1992 houdende maatregelen voor het instellen van een rampenplan ter bestrijding van uitbraken van mond- en klauwzeer;

Gelet op de Richtlijn 90/423/EEG van de Raad van 26 juni 1990 tot wijziging van Richtlijn 85/511/EEG tot vaststelling van gemeenschappelijke maatregelen ter bestrijding van mond- en klauwzeer;

Gelet op de Beschikking van de Commissie van 8 januari 1991 houdende vaststelling, overeenkomstig artikel 5 van Richtlijn 90/423/EEG van de Raad, van de criteria die moeten worden toegepast bij het opstellen van rampenplannen voor de bestrijding van mond- en klauwzeer;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 september 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, gewijzigd bij de wetten op 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld de nodige maatregelen te nemen om de instelling van een rampenplan voor de bestrijding van mond- en klauwzeer te bestendigen,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het ministerieel besluit van 20 november 1992 houdende maatregelen voor het instellen van een rampenplan ter bestrijding van uitbraken van mond- en klauwzeer, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor het begrotingsjaar 1993 wordt hiertoe een forfaitaire vergoeding van 2 miljoen frank per bestrijdingscentrum toegekend ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1993

Brussel, 27 september 1993.

A. BOURGEOIS

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 93 — 2634

**7 OCTOBRE 1993.** — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 11 de l'arrêté royal du 18 septembre 1992 relatif aux dénominations et aux caractéristiques des combustibles minéraux solides et à leur livraison à usage domestique

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, notamment les articles 6, 12, 14 et 37;

Vu l'arrêté royal du 18 septembre 1992 relatif aux dénominations et aux caractéristiques des combustibles minéraux solides et à leur livraison à usage domestique, notamment l'article 11;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> comité : le comité consultatif visé par l'article 11 de l'arrêté royal du 18 septembre 1992 relatif aux dénominations et aux caractéristiques des combustibles minéraux solides et à leur livraison à usage domestique;

2<sup>o</sup> emplisseur : l'emplisseur de combustibles minéraux solides à usage domestique;

3<sup>o</sup> Ministre : le Ministre des Affaires économiques.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 2634

**7 OKTOBER 1993.** — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 11 van het koninklijk besluit van 18 september 1992 betreffende de benamingen en de eigenschappen van vaste minerale brandstoffen en de levering voor huisbrand

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, inzonderheid op artikel 6, 12, 14 en 37;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 september 1992 betreffende de benamingen en de eigenschappen van vaste minerale brandstoffen en de levering voor huisbrand, inzonderheid op artikel 11

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder

1<sup>o</sup> comité : het raadgevend comité bedoeld bij artikel 11 van het koninklijk besluit van 18 september 1992 betreffende de benamingen en de eigenschappen van vaste minerale brandstoffen en de levering voor huisbrand;

2<sup>o</sup> vulbedrijf : het vulbedrijf voor vaste minerale brandstoffen voor huisbrand;

3<sup>o</sup> Minister : de Minister van Economische Zaken

**Art. 2.** Le comité est composé de dix membres :

- deux membres délégués par l'Administration de l'Energie du Ministère des Affaires économiques;
- deux membres délégués par l'Administration du Commerce du Ministère des Affaires économiques;
- deux membres délégués sur présentation des organisations les plus représentatives des négociants détaillants en combustibles minéraux solides;
- deux membres délégués sur présentation des organisations les plus représentatives des négociants grossistes en combustibles minéraux solides;
- deux membres délégués sur présentation des organisations les plus représentatives des importateurs de combustibles minéraux solides.

Il est nommé autant de membres suppléants que le comité comprend de membres effectifs.

**Art. 3.** La présidence du comité est assurée par un membre délégué de l'Administration de l'Energie du Ministère des Affaires économiques.

Le président, les membres et leurs suppléants sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans. Ils continuent d'exercer leur mandat jusqu'à ce que leur successeur ait été désigné.

Les fonctions de président et des membres prennent, par ailleurs, fin pour décès, démission ou incapacité civile. Le membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, est considéré comme démissionnaire. Le membre qui remplace le membre démissionnaire achève le mandat de ce dernier.

**Art. 4. § 1er.** Le comité arrêté son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

Le président fixe la date, l'heure et le lieu des réunions.

Les membres du comité peuvent proposer au président d'inviter l'emplisseur sollicitant la dérogation à fournir des renseignements verbalement ou par écrit.

Les avis sont émis à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Seuls les membres effectifs et leurs suppléants ont voix délibérative.

**§ 2.** Le secrétariat du comité est assuré par des fonctionnaires de l'Administration de l'Energie du Ministère des Affaires économiques.

**Art. 5. § 1er.** La demande de dérogation, accompagnée de toutes pièces justificatives, est adressée au Ministre, sous pli recommandé à la poste.

**§ 2.** La demande de dérogation est soumise pour avis au comité.

**§ 3.** Lorsque le comité rend un avis favorable sur la demande de dérogation, cet avis est communiqué au Ministre qui prend ensuite une décision.

Lorsque le comité rend un avis défavorable sur la demande de dérogation, l'avis du comité est communiqué, avec les motifs sur lesquels il se fonde, à l'emplisseur concerné, par lettre recommandée à la poste. L'emplisseur dispose d'un délai de quinze jours pour faire part de ses observations au comité. Passé ce délai, l'avis du comité, les motifs sur lesquels il se fonde, ainsi que les éventuelles observations de l'emplisseur, sont transmis au Ministre qui statue ensuite sur la demande de dérogation. La décision est motivée et communiquée à l'emplisseur concerné par lettre recommandée à la poste.

**Art. 6.** La dérogation est accordée pour une durée de trois ans. La demande de renouvellement de la dérogation est introduite au plus tard trois mois avant l'expiration de la dérogation, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté.

**Art. 7.** Lorsque le Ministre se propose de révoquer une dérogation accordée, il en informe l'emplisseur, par lettre recommandée à la poste. L'emplisseur dispose d'un délai de quinze jours pour communiquer ses observations au Ministre.

La décision portant révocation de la dérogation est prise après que le Ministre ait recueilli l'avis du comité et doit être motivée. Elle est notifiée à l'emplisseur par lettre recommandée à la poste.

Bruxelles, le 7 octobre 1993.

M. WATHELET

**Art. 2.** Het comité is samengesteld uit tien leden :

- twee leden die zijn afgevaardigd door de Administratie voor Energie van het Ministerie van Economische Zaken;
- twee leden die zijn afgevaardigd door de Administratie van de Handel van het Ministerie van Economische Zaken;
- twee leden die zijn afgevaardigd op voorstel van de meest representatieve organisaties van kleinhandelaars in vaste minerale brandstoffen;
- twee leden die zijn afgevaardigd op voorstel van de meeste representatieve organisaties van groothandelaars in vaste minerale brandstoffen;
- twee leden die zijn afgevaardigd op voorstel van de meest representatieve organisaties van invoerders van vaste minerale brandstoffen.

Er worden evenveel plaatsvervangende leden als effectieve leden benoemd.

**Art. 3.** Het voorzitterschap wordt waargenomen door een afgevaardigde van de Administratie voor Energie van het Ministerie van Economische Zaken.

De voorzitter, de leden en hun plaatsvervaardigers worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar. Zij blijven hun mandaat uitoefenen tot hun opvolgers zijn aangewezen.

De mandaten van de voorzitter en de leden verstrijken echter bij overlijden, ontslag of burgerlijke onbekwaamheid. Het lid dat de hoedanigheid verliest op grond waarvan het is benoemd, wordt als ontslagnemend beschouwd. Het lid dat in de plaats komt van het ontslagnemend lid voltooid het mandaat van deze laatste.

**Art. 4. § 1.** Het comité stelt zijn reglement van orde vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

De voorzitter stelt de datum, het uur en de plaats van de vergaderingen vast.

De leden van het comité kunnen de voorzitter voorstellen het vulbedrijf dat de afwijking aanvraagt uit te nodigen mondeling of schriftelijk inlichtingen te verstrekken.

De adviezen worden uitgebracht bij meerderheid van stemmen; in geval van staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Alleen de effectieve leden en hun plaatsvervaardigers hebben een beraadslagende stem.

**§ 2.** Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door ambtenaren van de Administratie voor Energie van het Ministerie van Economische Zaken.

**Art. 5. § 1.** De vraag tot afwijking wordt samen met de documenten tot staving bij een ter post aangetekende brief toegestuurd aan de Minister.

**§ 2.** De vraag tot afwijking wordt aan het comité voor advies voorgelegd.

**§ 3.** Wanneer het comité gunstig heeft geadviseerd over de vraag tot afwijking, wordt dat advies meegedeeld aan de Minister die vervolgens een beslissing neemt.

Wanneer het comité ongunstig heeft geadviseerd over de vraag tot afwijking, wordt het advies van het comité samen met de redenen waarop het steunt, aan het betrokken vulbedrijf meegedeeld bij een ter post aangetekende brief. Het vulbedrijf beschikt over een termijn van vijftien dagen om het comité zijn opmerkingen te laten geworden. Na het verstrijken van die termijn worden het advies van het comité, de eraan ten grondslag liggende redenen, alsmede de eventuele opmerkingen van het vulbedrijf, meegedeeld aan de Minister die vervolgens over de vraag tot afwijking beslist. De beslissing is met redenen omkleed en wordt bij een ter post aangetekende brief aan het betrokken vulbedrijf medegedeeld.

**Art. 6.** De afwijking wordt toegestaan voor een periode van drie jaar. De aanvraag tot vernieuwing van de afwijking wordt ingediend ten laatste drie maanden vóór het verstrijken van de afwijkingstermijn, overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van dit besluit.

**Art. 7.** Wanneer de Minister voornemens is een toegestane afwijking te herroepen, geeft hij daarvan bij een ter post aangetekende brief kennis aan het vulbedrijf. Het vulbedrijf beschikt over een termijn van vijftien dagen om de Minister zijn opmerkingen te laten geworden.

De beslissing houdende herroeping van de afwijking wordt genomen nadat de Minister het advies van het comité heeft ingewonnen en moet met redenen zijn omkleed. Zij wordt bij een ter post aangetekende brief aan het vulbedrijf betekend.

Brussel, 7 oktober 1993.

M. WATHELET